



**ÉTATS FINANCIERS
ANNUELS 2017**

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.



Raymond Chabot Grant Thornton

S.E.N.C.R.L.

50, avenue Dallaire

Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4S7

Téléphone: 819 762-1714

Télécopieur: 819 762-3306

www.rcgt.com

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires
de Ressources Minières Radisson inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la société Ressources Minières Radisson inc., qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2017, l'état du résultat et l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'informations financières (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre notre audit sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la société Ressources Minières Radisson inc. au 31 décembre 2017, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Observation

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur la note 1 des états financiers qui indique l'existence d'une incertitude significative susceptible de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

Autre point

Les états financiers de la société Ressources Minières Radisson inc. par l'exercice terminé le 31 décembre 2016 ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé une opinion non modifiée en date du 18 avril 2017.

1

Raymond Chabot Grant Thornton S.E. N.C. R. L.

Rouyn-Noranda (Québec)
Le 26 avril 2018

¹CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique N° A119351

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.

État de la situation financière au 31 décembre 2017
(en dollars canadiens)

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
	\$	\$
Actifs		
Courants :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	641 357	237 383
Fonds réservés à la prospection et à l'évaluation (notes 4 et 10)	1 161 443	1 492 420
Placements disponibles à la vente (note 4)	143 000	187 200
Taxes gouvernementales et impôts miniers à recevoir	234 044	247 276
Autres débiteurs	21 190	1 190
Frais payés d'avance	29 306	27 265
	2 230 340	2 192 734
Non courants :		
Immobilisations corporelles	9 872	3 810
Actifs de prospection et d'évaluation (note 5)	12 058 604	9 530 749
	14 298 816	11 727 293
Passifs		
Courants :		
Créditeurs et charges à payer	358 951	329 694
Non courants :		
Impôt différé (note 6)	959 458	3 031 730
Autre passif relatif à l'émission d'actions accréditives (note 7)	179 439	332 392
	1 497 848	3 693 816
Capitaux propres :		
Capital-actions (note 8)	37 753 701	35 258 698
Réserves – règlement en instruments de capitaux propres	3 932 946	3 793 884
Bons de souscription (note 8)	224 152	150 042
Déficit	(29 151 432)	(31 254 948)
Cumul des autres éléments du résultat global	41 601	85 801
	12 800 968	8 033 477
	14 298 816	11 727 293

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Les états financiers ont été approuvés et autorisés pour publication par le conseil d'administration le 26 avril 2018.

(s) Mario Bouchard
Mario Bouchard
Administrateur

(s) Jean-Marie Dupont
Jean-Marie Dupont
Administrateur

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.

État du résultat

Exercice clos le 31 décembre 2017

(en dollars canadiens)

	2017	2016
	\$	\$
Revenus :		
Autres revenus	3 823	-
Revenus de location	15 210	-
Gain sur disposition de placements	-	5 000
Revenus d'intérêts	13 781	1 361
	32 814	6 361
Frais d'administration :		
Salaires et charges au titre des avantages du personnel	76 522	66 995
Rémunération et paiements à base d'actions	77 790	42 370
Experts et sous-traitants	107 238	149 500
Honoraires professionnels	17 500	34 416
Voyages et promotion	100 187	116 199
Informations aux actionnaires	62 557	56 364
Inscriptions et frais de registrariat	35 527	57 544
Papeterie et dépenses de bureau	27 806	10 069
Assurances, taxes et licences	19 587	15 708
Intérêts et frais bancaires	1 177	1 669
Impôts de la partie XII.6	204	270
Télécommunications	4 144	7 695
Amortissement des immobilisations corporelles	3 088	1 393
Maintien d'un site minier	14 166	13 779
	547 493	573 971
Perte avant impôt	(514 679)	(567 610)
Impôt différé (note 6)	2 618 195	11 892
Bénéfice net (perte nette) de l'exercice	2 103 516	(555 718)
Bénéfice net (perte nette) par action de base et diluée (note 9)	0,0188	(0,006)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.

État du résultat global

Exercice clos le 31 décembre 2017

(en dollars canadiens)

	2017	2016
	\$	\$
Bénéfice net (perte nette) de l'exercice	2 103 516	(555 718)
Autres éléments du résultat global		
Éléments qui seront ultérieurement reclassés à la perte nette		
Variation des gains (pertes) sur placements disponibles à la vente, net d'impôts		
Gain (perte) non réalisé(e) de l'exercice sur placements disponibles à la vente	(44 200)	90 801
Reclassement à l'état du résultat du gain réalisé au cours de l'exercice	-	(5 000)
Résultat global pour l'exercice	2 059 316	(469 917)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.

État des variations des capitaux propres au 31 décembre 2017

(en dollars canadiens)

	Capital-actions	Réserves – règlement en instruments de capitaux propres	Déficit	Bons de souscription	Cumul des autres éléments du résultat global	Total des Capitaux propres
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 31 décembre 2016	35 258 698	3 793 884	(31 254 948)	150 042	85 801	8 033 477
Émission d'actions ordinaires	869 692	-	-	-	-	869 692
Émission d'actions accréditives	1 610 725	-	-	-	-	1 610 725
Frais d'émission	(135 179)	-	-	8 124	-	(127 055)
Rémunération et paiements à base d'actions	-	77 790	-	-	-	77 790
Bons de souscription octroyés	-	-	-	144 220	-	144 220
Bons de souscription exercés	99 765	-	-	(16 962)	-	82 803
Bons de souscription échus	-	61 272	-	(61 272)	-	-
Options exercées	50 000	-	-	-	-	50 000
	37 753 701	3 932 946	(31 254 948)	224 152	85 801	10 741 652
Bénéfice net de la période	-	-	2 103 516	-	-	2 103 516
Autres éléments du résultat global						
Perte non réalisée de l'exercice sur placements disponibles à la vente	-	-	-	-	(44 200)	(44 200)
Total du revenu global pour l'exercice	-	-	2 103 516	-	(44 200)	2 059 316
Solde au 31 décembre 2017	37 753 701	3 932 946	(29 151 432)	224 152	41 601	12 800 968

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.

État des variations des capitaux propres au 31 décembre 2017

(en dollars canadiens)

	Capital-actions	Réserves – règlement en instruments de capitaux propres	Déficit	Bons de souscription	Cumul des autres éléments du résultat global	Total des Capitaux propres
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 31 décembre 2015	32 794 822	3 751 514	(30 703 845)	36 202	-	5 878 693
Émission d'actions	3 265 010	-	-	-	-	3 265 010
Prime sur actions accréditatives	(523 750)	-	-	-	-	(523 750)
Frais d'émission	(261 573)	-	-	33 413	-	(228 160)
Rémunération et paiements à base d'actions	-	42 370	-	-	-	42 370
Bons de souscription octroyés	(85 042)	-	-	85 042	-	-
Bons de souscription exercés	69 231	-	4 615	(4 615)	-	69 231
	35 258 698	3 793 884	(30 699 230)	150 042	-	8 503 394
Perte nette de la période	-	-	(555 718)	-	-	(555 718)
Autres éléments du résultat global						
Gain non réalisé de l'exercice sur placements disponibles à la vente	-	-	-	-	90 801	90 801
Reclassement à l'état du résultat du gain réalisé au cours de l'exercice	-	-	-	-	(5 000)	(5 000)
Total du résultat global de l'exercice	-	-	(555 718)	-	85 801	(469 917)
Solde au 31 décembre 2016	35 258 698	3 793 884	(31 254 948)	150 042	85 801	8 033 477

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.

État des flux de trésorerie

Exercice clos le 31 décembre 2017

(en dollars canadiens)

	2017	2016
	\$	\$
Activités opérationnelles :		
Bénéfice net (perte nette) de l'exercice	2 103 516	(555 718)
Postes ne comportant aucun mouvement de liquidités :		
Amortissement des immobilisations corporelles	3 088	1 393
Rémunération et paiements à base d'actions	77 790	42 370
Impôts futurs	(2 618 195)	(11 892)
Gain sur disposition de placements	-	(5 000)
Variation des éléments hors-caisse du fonds de roulement (note 14)	(46 970)	8 451
Flux de trésoreries provenant des activités opérationnelles	(480 771)	(520 396)
Activités d'investissement :		
Produit de disposition de placements	-	24 001
Acquisition d'immobilisations corporelles	(9 150)	-
Crédit d'impôts encaissé	-	4 393
Augmentation des actifs de prospection et d'évaluation	(2 460 437)	(1 225 948)
Flux de trésoreries provenant des activités d'investissement	(2 469 587)	(1 197 554)
Activités de financement :		
Émission de capital-actions et exercice de bons de souscription	3 150 410	3 334 241
Frais relatifs à l'émission d'actions	(127 055)	(228 160)
Avances des administrateurs (note 12)	-	52 000
Avances remboursées aux administrateurs (note 12)	-	(52 000)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	3 023 355	3 106 081
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	72 997	1 388 131
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	1 729 803	341 672
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	1 802 800	1 729 803
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de :		
Fonds réservés à la prospection et à l'évaluation	1 161 443	1 492 420
Trésorerie et équivalents de trésorerie	641 357	237 383
	1 802 800	1 729 803

Des renseignements complémentaires sont présentés à la note 14.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.

Notes complémentaires aux états financiers

31 décembre 2017

(en dollars canadiens)

1 - Description de l'entreprise et continuité de l'exploitation

Ressources Minières Radisson inc. (la « Société »), constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions, effectue l'exploration de propriétés minières et elle n'a pas encore déterminé si ces propriétés contiennent des réserves de minerai économiquement récupérables.

Le siège social de la Société est situé au 1750, chemin de la Baie-Verte, Rouyn-Noranda, province de Québec, Canada, J0Z 2X0. Ses actions se transigent sur la Bourse de croissance TSX sous le symbole RDS.

Depuis sa constitution, la Société a accumulé un déficit de 29 151 432 \$ (31 254 948 \$ au 31 décembre 2016) et pendant l'exercice qui s'est terminé le 31 décembre 2017, la Société a réalisé un bénéfice net de 2 103 516 \$ (perte nette de 555 718 \$ au 31 décembre 2016).

Outre les besoins habituels de fonds de roulement, la Société doit obtenir les fonds qui lui permettront de respecter ses obligations et ses engagements en vigueur au titre des programmes de prospection et d'évaluation et des sommes réservées suite aux financements accreditifs. Au 31 décembre 2017, la Société avait un fonds de roulement positif de 1 871 389 \$ (1 863 040 \$ au 31 décembre 2016) incluant les fonds réservés à la prospection et à l'évaluation de 1 161 443 \$ (1 492 420 \$ au 31 décembre 2016). La Société estime que ses fonds actuels ne seront pas suffisants pour répondre aux obligations de la Société jusqu'au 31 décembre 2018. Cette situation indique l'existence d'incertitudes significatives susceptibles de jeter un doute important relativement à la capacité de la Société de poursuivre ses activités.

La direction continue à chercher périodiquement afin d'obtenir du financement sous forme d'émission d'actions et d'exercice d'options d'achat d'actions et de bons de souscription afin de poursuivre ses activités et malgré le fait qu'elle ait réussi dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir. Si la direction ne parvenait pas à obtenir de nouveaux fonds, la Société pourrait alors être dans l'incapacité de poursuivre ses activités, et les montants réalisés à titre d'actifs pourraient être moins élevés que les montants inscrits dans les présents états financiers.

Les états financiers ci-joints ont été établis selon l'hypothèse de la continuité de l'exploitation, où les actifs sont réalisés et les passifs acquittés dans le cours normal des activités et ne tiennent pas compte des ajustements qui devraient être effectués à la valeur comptable des actifs et des passifs, aux montants présentés au titre des produits et des charges et au classement des postes de l'état de la situation financière si l'hypothèse de la continuité de l'exploitation n'était pas fondée. Ces ajustements pourraient être importants.

Les états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2017 ont été approuvés par le conseil d'administration le 26 avril 2018.

2 - Mode de présentation et IFRS

Les présents états financiers ont été préparés par la direction de la Société conformément aux *Normes internationales d'information financière* (« IFRS »). Les méthodes comptables décrites à la note 3 ont été appliquées de la même manière pour toutes les périodes présentées, sauf indication contraire.

3 - Principales méthodes comptables

(a) Nouvelles normes internationales d'information financière révisées, mais non adoptées

Certaines nouvelles normes, interprétations, amendements et améliorations aux normes existantes ne sont pas encore entrées en vigueur et n'ont pas été appliquées dans la préparation des états financiers.

IFRS 9 - Instruments Financiers

L'IASB a publié IFRS 9 le 24 juillet 2014. Cette norme remplacera l'IAS 39 - Instruments Financiers : comptabilisation et évaluation. Il simplifie l'évaluation et le classement des actifs financiers en réduisant le nombre de catégories d'évaluation et en supprimant les règles complexes sur les instruments dérivés incorporées énoncées dans l'IAS 39 - Instruments Financiers : comptabilisation et évaluation. La nouvelle norme comprend une option de juste valeur pour la désignation d'un instrument financier non dérivé, son classement et son évaluation. La direction n'adoptera pas cette norme par anticipation. L'application de l'IFRS 9 prendra effet pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018. La Société évalue l'incidence prévue de cette norme sur ses états financiers.

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.

Notes complémentaires aux états financiers

31 décembre 2017

(en dollars canadiens)

3 - Principales méthodes comptables (suite)

(b) Conventions comptables

Base d'établissement

Les états financiers ont été préparés selon la méthode du coût historique, sauf en ce qui concerne certains biens et instruments financiers qui ont été évalués selon leur juste valeur à la fin de chaque période de présentation de l'information financière, comme l'expliquent les méthodes comptables ci-dessous.

Conversion de devises

Les états financiers de la Société sont présentés en devises canadiennes, ce qui correspond à la devise fonctionnelle. Les transactions en monnaies étrangères sont converties au cours de change en vigueur au moment où elles sont effectuées. À chaque arrêté des comptes, les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis aux cours de clôture. Les différences de change qui résultent des opérations sont inscrites à l'état du résultat. Les éléments non monétaires ne sont pas reconvertis à la clôture de l'exercice et sont évalués au coût historique (convertis au cours de change à la date de la transaction) à l'exception des éléments non monétaires réévalués à la juste valeur, qui sont convertis au cours de change en vigueur à la date à laquelle la juste valeur a été déterminée.

Rémunération et paiements à base d'actions

La Société offre un régime d'options d'achat d'actions en vertu duquel elle peut octroyer aux administrateurs, aux dirigeants et aux employés des options visant l'acquisition d'actions ordinaires de la Société. Ce plan ne comporte pas d'option de règlement en espèces. Lorsqu'un membre du personnel est rémunéré au moyen de paiements fondés sur des actions, la juste valeur des instruments de capitaux propres attribués est évaluée à la date d'attribution selon le modèle d'évaluation Black & Scholes. Dans les cas où des périodes ou des conditions d'acquisition de droits s'appliquent, la dépense est répartie sur la période d'acquisition en fonction de la meilleure estimation disponible du nombre d'options sur actions dont l'acquisition est attendue. Les estimations sont ensuite révisées à la fin de chaque période de présentation ou lorsqu'il y a des indications que le nombre d'options sur actions dont l'acquisition est attendue diffère des estimations précédentes. Tout ajustement cumulatif avant l'acquisition des droits est comptabilisé dans la période en cours. Aucun ajustement n'est apporté aux charges comptabilisées dans les périodes antérieures si le nombre d'options sur actions exercées finalement diffère de celui qui avait été prévu à l'acquisition. Au moment de l'exercice d'une option sur actions, les montants reçus ainsi que les montants antérieurement comptabilisés au poste Réserves – règlement en instruments sont portés au capital-actions. Lorsque les options d'achat d'actions sont annulées ou expirent, le montant afférent est conservé au poste Réserves – règlement en instruments de capitaux propres.

Dépenses de prospection et d'évaluation et actifs de prospections et d'évaluation

Les dépenses de prospection et d'évaluation sont les coûts engagés dans la recherche initiale de ressources minérales avant que la faisabilité technique et la viabilité commerciale de l'extraction ne soient démontrables. Les coûts engagés avant l'acquisition des droits et permis de prospection et d'évaluation sont comptabilisés en résultat net au moment où ils sont engagés.

Lorsque les droits et permis de prospection et d'évaluation ont été obtenus, tous les coûts liés à l'acquisition des droits miniers, les options d'acquies de tels droits (convention d'option) et les dépenses liées à la prospection et à l'évaluation des propriétés minières, diminués des crédits d'impôt liés à ces dépenses, sont comptabilisés en actifs de prospection et d'évaluation. Les dépenses liées à la prospection et à l'évaluation qui sont capitalisées incluent notamment les études topographiques, géologiques, géochimiques et géophysiques, les forages d'exploration, le creusement de tranchées, l'échantillonnage ainsi que les activités liées à l'évaluation de la faisabilité technique et de la viabilité commerciale de l'extraction d'une ressource minérale.

Les différents coûts sont incorporés au coût de l'actif de prospection et d'évaluation, propriété minière par propriété minière, jusqu'à ce que la faisabilité technique et la viabilité commerciale de l'extraction d'une ressource minérale soient démontrées. Ces actifs sont comptabilisés en tant qu'immobilisations incorporelles et sont présentés au coût moins le cumul des pertes de valeur. Aucune charge d'amortissement n'est comptabilisée pour ces actifs durant la phase de prospection et d'évaluation.

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.

Notes complémentaires aux états financiers

31 décembre 2017

(en dollars canadiens)

3 - Principales méthodes comptables (suite)

(b) Conventions comptables (suite)

Dépenses de prospection et d'évaluation et actifs de prospection et d'évaluation (suite)

S'il était établi que la viabilité d'une propriété minière n'est pas assurée ou si la propriété minière était abandonnée, le montant capitalisé serait réduit à sa valeur recouvrable (voir note 4), l'écart étant alors comptabilisé immédiatement en résultat net.

Si la faisabilité technique et la viabilité commerciale de l'extraction d'une ressource minérale peuvent être démontrées, les actifs de prospection et d'évaluation liés à la propriété minière correspondante sont alors transférés dans les immobilisations corporelles dans la catégorie Actifs miniers en construction. Avant le transfert, les actifs de prospection et d'évaluation doivent être soumis à un test de dépréciation (voir note 4) et toute perte de valeur doit être comptabilisée en résultat net avant le reclassement.

Jusqu'à maintenant, aucune faisabilité technique ni aucune viabilité commerciale de l'extraction d'une ressource minérale n'a été démontrée.

Bien que la Société ait pris des mesures conformes aux pratiques de l'industrie pour le stade d'exploration actuel de telles propriétés afin d'obtenir les titres de propriété des propriétés minières dans lesquelles elle détient un intérêt, ces procédures ne garantissent toutefois pas la validité du titre de propriété. Les titres de propriété des propriétés minières peuvent être assujettis à des ententes préalables non enregistrées et au non-respect de dispositions réglementaires.

Cession d'intérêt relativement à des conventions d'option

Lors de cessions d'intérêt dans le cadre de conventions d'option, la Société ne comptabilise pas les dépenses de prospection et d'évaluation engagées sur les propriétés par l'acquéreur. De plus, les contreparties reçues en trésorerie ou en actions de l'acquéreur sont portées en diminution de la valeur comptable des dépenses capitalisées auparavant, tout excédent étant comptabilisé comme un profit sur la cession d'actifs de prospection et d'évaluation en résultat net.

Dépréciation des propriétés minières et des frais de prospection et d'évaluation reportés

Aux fins d'évaluation de la dépréciation, les actifs sont regroupés aux niveaux les plus bas générant des entrées de trésorerie largement indépendantes (unités génératrices de trésorerie). Par conséquent, certains actifs sont soumis individuellement à un test de dépréciation, tandis que d'autres sont testés au niveau d'une unité génératrice de trésorerie.

Tous les actifs individuels ou unités génératrices de trésorerie sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Des tests de dépréciation des actifs de prospection et d'évaluation sont effectués projet par projet, chaque projet représentant une seule unité génératrice de trésorerie. Un test de dépréciation est effectué lorsque les indicateurs de dépréciation l'indiquent, mais généralement lorsqu'une des circonstances suivantes se présente :

- Le droit d'exploration dans la zone spécifique expire ou expirera dans un proche avenir et il n'est pas prévu qu'il soit renouvelé;
- Aucune dépense de prospection et d'évaluation ultérieure dans la zone spécifique n'est prévue au budget ni planifiée;
- Aucune découverte de ressources n'est commercialement viable et la Société a décidé de cesser l'exploration dans la zone spécifique;
- Un travail suffisant a été réalisé afin d'indiquer que la valeur comptable de la dépense comptabilisée en actif ne sera pas entièrement récupérée.

De plus, si la faisabilité technique et la viabilité commerciale de l'extraction d'une ressource minérale peuvent être démontrées, les actifs de prospection et d'évaluation liés à la propriété minière correspondante doivent être soumis à un test de dépréciation avant d'être transférés dans les immobilisations corporelles.

Une perte de valeur égale au montant par lequel la valeur comptable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie excède sa valeur recouvrable est comptabilisée en résultat net. La valeur recouvrable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie est la plus élevée de sa juste valeur moins les coûts de sa vente, et de sa valeur d'utilité.

Une perte de valeur peut être reprise si la valeur recouvrable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie excède sa valeur comptable.

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.

Notes complémentaires aux états financiers

31 décembre 2017

(en dollars canadiens)

3 - Principales méthodes comptables (suite)

(b) Conventions comptables (suite)

Impôts sur les bénéfiques

La Société utilise la méthode axée sur le bilan pour comptabiliser ses impôts sur les bénéfiques. Selon cette méthode, des actifs et des passifs d'impôts différés sont constatés pour les incidences fiscales attribuables aux écarts entre les valeurs comptables des actifs et des passifs existants dans les états financiers et leurs valeurs fiscales correspondantes. Les actifs et les passifs d'impôts différés sont mesurés par application des taux en vigueur ou pratiquement en vigueur qui, selon ce qu'il est à prévoir, s'appliqueront au bénéfice imposable des exercices au cours desquels ces écarts temporaires sont censés être recouverts ou réglés. L'incidence d'une modification des taux d'imposition sur les actifs et les passifs d'impôts différés est constatée dans les résultats de l'exercice, qui comprend la date d'entrée en vigueur de la modification. La Société ne comptabilise pas une partie ou la totalité des actifs d'impôts différés si, selon les renseignements disponibles, il est plus probable qu'improbable qu'une partie ou la totalité des actifs d'impôts différés ne sera pas matérialisée.

Perte de base et diluée par action

La perte de base par action est calculée en divisant le résultat attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. La perte diluée par action est calculée en ajustant le résultat attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires ainsi que le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, des effets de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives. Le calcul s'effectue en considérant que les actions ordinaires potentielles ont été converties en actions ordinaires au début de la période, ou plus tard si la date de l'émission des actions ordinaires potentielles a été postérieure. Pour calculer sa perte diluée par action, une entité doit supposer que les options dilutives ont été exercées. Le revenu supposé de ces instruments doit être considéré comme ayant été perçu lors de l'émission d'actions ordinaires au cours moyen de marché des actions ordinaires pendant la période.

Trésorerie et équivalents de trésorerie et fonds réservés à la prospection et à l'évaluation

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse et les placements temporaires échéant dans un délai de moins de trois mois de leur date d'acquisition. Les fonds réservés à la prospection et l'évaluation sont considérés comme de la trésorerie et équivalents de trésorerie, mais sont présentés sur une ligne distincte de l'état de la situation financière.

Crédits d'impôts relatifs aux ressources et d'impôts miniers

La Société a droit à un crédit d'impôts miniers sur les frais reliés aux activités minières engagées au Québec. De plus, elle a droit au crédit d'impôts remboursables relatif aux ressources à l'égard des frais admissibles engagés au Québec. Ces crédits d'impôts sont comptabilisés en réduction des actifs de prospection et d'évaluation en vertu de l'IAS 20, *Comptabilisation des subventions publiques et informations à fournir sur l'aide publique*. Les crédits sont comptabilisés à la condition que la Société soit raisonnablement certaine que les crédits se matérialiseront.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition diminué de l'amortissement cumulé et, s'il y a lieu, des pertes de valeur. Le coût, diminué de la valeur résiduelle, est amorti sur la durée d'utilité estimée. Les durées d'utilité estimées, les valeurs résiduelles et la méthode d'amortissement sont révisées à la fin de chaque exercice financier et l'incidence de tout changement dans les estimations est comptabilisée de manière prospective. L'amortissement de l'équipement et de l'équipement informatique est calculé selon la méthode de l'amortissement dégressif au taux de 30 %.

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.

Notes complémentaires aux états financiers

31 décembre 2017

(en dollars canadiens)

3 - Principales méthodes comptables (suite)

(b) Conventions comptables (suite)

Placements accréditifs

L'émission d'unités accréditives constitue en substance une émission d'actions ordinaires de bons de souscription et à la vente d'un droit à des déductions fiscales au profit des investisseurs. Au moment de l'émission des actions accréditives, la vente du droit aux déductions fiscales est différée et comptabilisée dans les autres passifs à l'état de la situation financière. Les produits des émissions d'actions accréditives sont répartis entre les bons de souscription et les autres passifs au moyen de la méthode résiduelle. Les produits sont d'abord imputés aux actions en fonction du cours de celles-ci à la Bourse à la date de l'émission, puis aux bons de souscription en fonction de la juste valeur de ceux-ci à la date de l'émission. La juste valeur des bons de souscription est déterminée à l'aide du modèle d'évaluation Black and Scholes et le montant résiduel est attribué aux autres passifs. Lorsque les dépenses admissibles sont engagées et que la Société a renoncé à son droit aux déductions fiscales, le montant comptabilisé dans les autres passifs est renversé et comptabilisé en résultat net en déduction de la charge d'impôt différé et un passif d'impôt différé est comptabilisé pour la différence temporaire imposable découlant du fait que la valeur comptable des dépenses admissibles inscrites à l'actif dans l'état de la situation financière diffère de leur base fiscale.

Constatation des produits

Les gains ou pertes résultant de la vente de placements disponibles à la vente sont constatés à l'état du résultat lors de la vente du titre. Les revenus d'intérêts sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Ils sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice. Les revenus de location sont constatés linéairement sur la durée de la période de location, à la condition que le recouvrement soit raisonnablement assuré.

Provisions et passifs éventuels

Les provisions sont comptabilisées lorsque les obligations actuelles résultant d'un événement passé se traduiront probablement par une sortie de ressources économiques de la Société et que les montants peuvent être estimés de manière fiable. L'échéance ou le montant de la sortie peuvent être incertains. Une obligation actuelle découle de la présence d'obligations juridiques ou implicites résultant d'événements passés, comme des litiges, des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles et autres passifs similaires, ou des contrats déficitaires.

L'évaluation des provisions correspond aux dépenses estimées nécessaires à l'extinction de l'obligation actuelle, en fonction des éléments probants les plus fiables disponibles à la date de présentation de l'information financière, incluant les risques et les incertitudes liés à l'obligation actuelle. Les provisions sont actualisées lorsque la valeur temps de l'argent est significative.

Les activités de la Société sont régies par des lois et règlements gouvernementaux concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement déterminables, qu'il s'agisse des montants, de l'échéance ou de l'impact. À la date de présentation de l'information financière, la direction estime que la Société exerce généralement ses activités en conformité avec les lois et règlements présentement en vigueur. Les coûts actuellement engagés pour la remise en état des sites sont présentement négligeables. Lorsque la faisabilité technique et la viabilité commerciale de l'extraction d'une ressource minérale seront démontrées, une provision pour restauration sera comptabilisée au coût de la propriété minière lorsqu'elle aura une obligation actuelle résultant d'un événement passé, qu'il sera probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation pourra être estimé de manière fiable.

Les provisions sont revues à chaque date de présentation de l'information financière et ajustées pour refléter les meilleures estimations actuelles à cette date.

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.

Notes complémentaires aux états financiers

31 décembre 2017

(en dollars canadiens)

3.- Principales méthodes comptables (suite)

(b) Conventions comptables (suite)

Capitaux propres

Le capital-actions représente le montant reçu à l'émission des actions réduit des frais d'émission, déduction faite de tout avantage d'impôt. Si les actions sont émises à la suite d'options sur actions ou de bons de souscription, ce poste comprend également la charge de rémunération antérieurement comptabilisée au poste Réserves – Règlements en instrument de capitaux propres et de bons de souscription. Les réserves incluent les dépenses reliées à la rémunération à base d'actions des options émises non exercées. Le déficit comprend l'ensemble des pertes de l'exercice en cours et des exercices antérieurs. Les variations de juste valeur de certains instruments financiers sont incluses dans la rubrique intitulée « Cumul des autres éléments du résultat global ». De plus, si les actions sont émises dans le cadre d'une acquisition de propriété minière ou de tout autre actif non monétaire, les actions sont mesurées à leur juste valeur en fonction du cours des actions à la bourse à la date de conclusion de l'entente. Le poste Bons de souscription inclut la valeur des bons de souscription émis non exercés. La valeur des bons de souscription échus est transférée au poste de Réserves – Règlement en instruments de capitaux propres.

Juste valeur des bons de souscription

Les produits des émissions d'unités sont répartis aux actions et aux bons de souscription au moyen de la méthode des justes valeurs. La méthode Black & Scholes est utilisée pour calculer la juste valeur des bons de souscription.

Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier. Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif financier arrivent à expiration, ou lorsque l'actif financier et tous les risques et avantages importants sont transférés. Un passif financier est décomptabilisé en cas d'extinction, de résiliation, d'annulation ou d'expiration.

Les actifs et les passifs financiers sont initialement évalués à la juste valeur, majorés pour les actifs financiers et réduction faite pour les passifs financiers des coûts de transactions, à l'exception des actifs et des passifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net, pour lesquels les coûts de transactions sont comptabilisés en résultat net.

Les actifs et les passifs financiers sont évalués ultérieurement comme il est indiqué ci-après :

Actifs financiers

Aux fins de l'évaluation ultérieure, les actifs financiers sont classés dans les catégories suivantes au moment de la comptabilisation initiale :

- prêts et créances;
- actifs financiers disponibles à la vente.

La catégorie détermine la méthode d'évaluation ultérieure et la comptabilisation des revenus et des charges qui en résulteront, soit en résultat net ou en autres éléments du résultat global.

Les actifs financiers, sauf ceux évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, sont évalués avec des indicateurs de dépréciation à la fin de chaque période. Les actifs financiers disponibles à la vente doivent être dépréciés lorsqu'il y a des indications objectives de dépréciation résultant d'un ou plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale de l'actif et que les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif financier ont été affectés. Les dépréciations sont comptabilisées par résultat net, incluant toute variation précédente comptabilisée en autres éléments du résultat global. Toute variation à la baisse subséquente est comptabilisée en résultat net, alors que toute variation à la hausse est comptabilisée en autres éléments du résultat global.

Tous les revenus et charges se rapportant aux actifs financiers comptabilisés en résultat sont présentés dans les « autres revenus », « revenus d'intérêts » ou dans « intérêts et frais bancaires ».

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.

Notes complémentaires aux états financiers

31 décembre 2017

(en dollars canadiens)

3 - Principales méthodes comptables (suite)

(b) Conventions comptables (suite)

Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Après leur comptabilisation initiale, ils sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, moins une provision pour perte de valeur. L'actualisation est omise si son effet est non significatif. La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les fonds réservés à la prospection et à l'évaluation et les autres débiteurs font partie de cette catégorie d'instruments financiers.

Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente sont des actifs financiers non dérivés qui sont désignés comme étant dans cette catégorie ou qui ne se qualifient pas pour la classification dans aucune autre catégorie d'actifs financiers. Les actifs financiers disponibles à la vente de la Société comprennent les placements dans des actions des sociétés publiques.

Tous les actifs financiers disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en autres éléments du résultat global et sont présentées dans la rubrique intitulée « Cumul des autres éléments du résultat global » dans les capitaux propres, à l'exception des dépréciations, qui sont comptabilisées en résultat. Lorsque l'actif est sorti ou que l'on détermine qu'il a subi une dépréciation, le profit ou la perte cumulée comptabilisé dans les autres éléments du résultat global est reclassé en résultat et est présenté comme un reclassement dans les autres éléments du résultat global.

Les reprises de dépréciations sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

Passifs financiers

Les passifs financiers de la Société comprennent les créditeurs et charges à payer. Les passifs financiers sont évalués ultérieurement au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Contrats de location

Les contrats de location pour lesquels une portion importante des risques et des avantages est conservée par le bailleur sont traités comme des contrats de location simple. Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat de location. Les frais connexes, comme ceux se rapportant à la maintenance et à l'assurance, sont comptabilisés en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés.

Information sectorielle

La Société présente et divulgue l'information sectorielle selon les informations examinées régulièrement par les principaux décideurs opérationnels, c'est-à-dire le président et chef de la direction et le conseil d'administration. La Société a déterminé qu'il n'y avait qu'un seul secteur opérationnel, soit le secteur de prospection et d'évaluation des ressources minérales.

(c) Estimations comptables et jugements critiques

La préparation des états financiers impose à la direction d'établir des estimations, des hypothèses et d'exercer son jugement à l'égard d'événements futurs. Les estimations et les jugements sont constamment remis en question. Ils se fondent sur l'expérience passée et sur d'autres facteurs, notamment les prévisions d'événements futurs raisonnables dans les circonstances. Les résultats réels peuvent différer des estimations, des hypothèses et des jugements posés par la direction et ils seront rarement identiques aux résultats estimés. Les paragraphes suivants décrivent les estimations et hypothèses comptables les plus critiques formulées par la direction lors de la comptabilisation et de l'évaluation des actifs, des passifs et des charges et les jugements les plus critiques de la direction dans l'application de méthodes comptables.

Dépense de rémunération et paiements à base d'actions et juste valeur des bons de souscription

Pour estimer les dépenses liées aux paiements à base d'actions et à la juste valeur des bons de souscription, il faut choisir un modèle d'évaluation approprié et évaluer les données qui sont nécessaires pour le modèle d'évaluation choisi. La Société a estimé la volatilité de ses propres actions, la durée de vie probable des options, la période d'exercice de ces options, ainsi que les extinctions prévues. Le modèle d'évaluation utilisé par la Société est le modèle Black & Scholes.

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.

Notes complémentaires aux états financiers

31 décembre 2017

(en dollars canadiens)

3 - Principales méthodes comptables (suite)

(c) Estimations comptables et jugements critiques (suite)

Dépréciation des actifs de prospection et d'évaluation

L'évaluation des faits et circonstances démontrant l'existence d'un quelconque indice qu'un actif a pu se déprécier ou reprendre de la valeur est un processus subjectif qui implique du jugement et souvent un certain nombre d'estimations et d'hypothèses (se reporter à la note 4). S'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier ou reprendre de la valeur, la valeur recouvrable de l'actif pris individuellement ou de l'unité génératrice de trésorerie doit être estimée. En évaluant la dépréciation, la Société doit procéder à certaines estimations et hypothèses concernant les circonstances futures, en particulier sur la faisabilité technique et la démontrabilité de la viabilité commerciale de l'extraction, la probabilité que les dépenses seront récupérées par l'exploitation future de la propriété ou la cession de la propriété lorsque les activités n'ont pas atteint un stade suffisant pour permettre l'évaluation de l'existence de réserve, la capacité de la Société d'obtenir le financement nécessaire afin de compléter l'exploration et le développement, et le renouvellement des permis. Les estimations et hypothèses peuvent changer si de nouvelles informations deviennent disponibles. Si, après la capitalisation des dépenses de prospection et d'évaluation, des informations suggèrent que le recouvrement des dépenses est improbable, les montants capitalisés sont radiés dans l'exercice où l'information devient disponible.

Se reporter à la note 5 pour l'analyse de la dépréciation des actifs de prospection et d'évaluation.

Aucune perte ou reprise de perte de valeur n'a été comptabilisée pour les périodes considérées.

Passifs et actifs d'impôts différés

Les passifs et les actifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'imposition dont l'application est attendue dans la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, en fonction des taux d'imposition (et des lois fiscales) qui sont adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière. L'évaluation des passifs et des actifs d'impôts différés reflète les conséquences fiscales qui résulteraient de la façon dont la Société s'attend, à la fin de la période de présentation de l'information financière, à recouvrer ou à régler la valeur comptable de ses actifs et de ses passifs. Cette évaluation requiert une grande part de jugement.

Continuité d'exploitation

Pour évaluer si l'hypothèse de la continuité de l'exploitation est appropriée, la direction prend en compte toutes les informations dont elle dispose concernant l'avenir, qui s'étale au minimum, sans toutefois s'y limiter, sur douze mois à compter de la date de clôture de l'exercice. La direction évalue ses besoins en liquidités futurs en tenant compte des frais administratifs estimés et des obligations en lien avec les financements accreditifs passés. Elle fait une estimation au meilleur de ses connaissances sur les possibilités de financements à venir afin de conclure sur le caractère approprié de la base de la continuité de l'exploitation.

4 - Trésorerie et équivalents de trésorerie, fonds réservés à la prospection et à l'évaluation et placements disponibles à la vente

Au 31 décembre 2017 et 2016, la trésorerie et équivalents de trésorerie inclut de l'encaisse dans un compte bancaire sans intérêt et des certificats de placements garantis, flexibles et rachetables en tout temps, sans pénalités, portant différents taux d'intérêts.

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
	\$	\$
Compte bancaire sans intérêt	421 088	229 803
Certificat de placement garanti, rachetable en tout temps 1,45 %, échéant en septembre 2018	381 379	-
Certificat de placement garanti, rachetable en tout temps 1,35 %, échéant en janvier 2018	1 000 333	-
Certificat de placement garanti, rachetable en tout temps 1 %	-	100 000
Certificat de placement garanti, rachetable en tout temps 0,95 %	-	1 400 000
Total	1 802 800	1 729 803

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.

Notes complémentaires aux états financiers

31 décembre 2017

(en dollars canadiens)

4 - Trésorerie et équivalents de trésorerie, fonds réservés à la prospection et à l'évaluation et placements disponibles à la vente (suite)

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
	\$	\$
Trésorerie et équivalent de trésorerie	1 802 800	1 729 803
Moins : Trésorerie détenue pour les frais de prospection et d'évaluation (a)	(1 161 443)	(1 492 420)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	641 357	237 383
 (a) La trésorerie détenue pour les frais de prospection et d'évaluation représente le produit non dépensé provenant d'un financement en actions accréditives. Selon les instructions imposées en vertu de ce financement, la Société doit consacrer ces fonds à l'exploration de propriétés minières.		
	31 décembre 2017	31 décembre 2016
	\$	\$
Placements disponibles à la vente		
260 000 actions de Balmoral Resources Ltd, société publique	143 000	187 200

5 - Actifs de prospection et d'évaluation

	Solde au 31 décembre 2016	Augmentation	Crédits d'impôts et de droits remboursables	Solde au 31 décembre 2017
	\$	\$	\$	\$
Propriétés minières :				
O'Brien ⁽¹⁾	162 739	-	-	162 739
	162 739	-	-	162 739
Frais de prospection et d'évaluation reportés :				
O'Brien ⁽¹⁾	9 368 010	2 384 944	(20 729)	11 732 225
Douay	-	163 640	-	163 640
	9 368 010	2 548 584	(20 729)	11 895 865
	9 530 749	2 548 584	(20 729)	12 058 604
	Solde au 31 décembre 2015	Augmentation	Crédits d'impôts et de droits remboursables	Solde au 31 décembre 2016
	\$	\$	\$	\$
Propriétés minières :				
O'Brien ⁽¹⁾	162 739	-	-	162 739
Frais de prospection et d'évaluation reportés :				
O'Brien ⁽¹⁾	8 217 721	1 300 612	(150 323)	9 368 010
	8 380 460	1 300 612	(150 323)	9 530 749

⁽¹⁾ Les projets O'Brien et Kewagama sont maintenant désignés comme étant un seul projet puisque les claims miniers des deux projets sont contigus.

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.

Notes complémentaires aux états financiers

31 décembre 2017

(en dollars canadiens)

6 - Impôt sur le résultat

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
	\$	\$
Impôts différés de l'exercice en cours	(2 618 195)	(11 892)

Le taux d'imposition effectif de la Société est différent du taux d'imposition combiné fédéral et provincial de l'impôt sur le revenu au Canada. Cette différence résulte des éléments suivants :

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
	\$	\$
Perte avant impôts sur les bénéfices	(514 679)	(567 610)
Impôts sur les bénéfices selon le taux d'imposition combiné fédéral et provincial au Canada, 26,80 % en 2017 et 26,9 % en 2016	(137 934)	(150 417)
Augmentation (diminution) des impôts sur les bénéfices résultant des éléments suivants :		
Différence entre les taux d'impôts différés et statutaires	1 305	-
Changements du taux des impôts différés	-	57 289
Variation des différences temporelles non constatées	(1 540 031)	(55 819)
Effet fiscal de l'émission d'actions accréditives	663 787	381 167
Renversement des autres passifs relatifs aux actions accréditives	(545 923)	(372 798)
Rémunération à base d'actions	20 848	-
Ajustement des exercices antérieurs	1 444	(1 681)
Éléments non déductibles et autres	155	20 843
Pertes autres qu'en capital échues	-	109 524
Renversement des impôts miniers	(1 081 846)	-
	(2 618 195)	(11 892)

Composition des impôts différés à l'état des résultats

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
	\$	\$
Naissance et renversement de différences temporelles	(115 488)	(21 731)
Effet fiscal de l'émission d'actions accréditives	663 787	381 167
Renversement des autres passifs relatifs aux actions accréditives	(545 923)	(372 798)
Différence entre les taux d'impôts différés et statutaires	1 305	-
Changements du taux des impôts différés	-	57 289
Renversement des impôts miniers	(1 081 846)	-
Variation de l'effet fiscal des différences temporelles non constatées	(1 540 031)	(55 819)
	(2 618 195)	(11 892)

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.

Notes complémentaires aux états financiers

31 décembre 2017

(en dollars canadiens)

6 - Impôt sur le résultat (suite)

Mouvements des impôts différés de 2017

	Solde au 31 décembre 2016 \$	Comptabilisé en résultat net \$	Capital-actions \$	Solde au 31 décembre 2017 \$
Immobilisations corporelles	63 722	(63 722)	-	-
Actif de prospection et d'évaluation	(3 095 452)	469 656	-	(2 625 796)
Crédits à l'exploration à recevoir	-	(2 254)	-	(2 254)
Pertes autres qu'en capital	-	1 668 592	-	1 668 592
	<u>(3 031 730)</u>	2 072 272	-	<u>(959 458)</u>
Renversement des autres passifs relatifs aux actions accréditives		545 923		
Variation des impôts différés selon l'état des résultats		2 618 195		

Au 31 décembre 2017, la Société dispose des différences temporaires suivantes pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'a été constaté :

	Fédéral \$	Québec \$
Actif de prospection et d'évaluation	-	-
Frais d'émission d'actions	296 760	296 760
Immobilisations corporelles	243 541	243 541
Actifs financiers disponibles à la vente	104 050	104 050
Pertes autres qu'en capital	-	-
	<u>644 350</u>	<u>644 350</u>

La Société dispose de pertes en capital de 466 309 \$ (466 309 \$ en 2016) pour lesquelles aucun actif d'impôts différés n'a été comptabilisé. Ces pertes en capital sont reportables de façon indéfinie.

La Société dispose de crédits d'impôts à l'investissement de 1 040 \$ (1 040 \$ en 2016), qui ne sont pas constatés. Ces crédits peuvent être utilisés afin de réduire les impôts fédéraux à payer et expirent en 2033.

Mouvements des impôts différés de 2016

	Solde au 31 décembre 2015 \$	Comptabilisé en résultat net \$	Capital-actions \$	Solde au 31 décembre 2016 \$
Immobilisations corporelles	64 309	(587)	-	63 722
Actif de prospection et d'évaluation	(2 729 913)	(360 319)	(5 220)	(3 095 452)
	<u>(2 665 604)</u>	(360 906)	<u>(5 220)</u>	<u>(3 031 730)</u>
Renversement des autres passifs relatifs aux actions accréditives		372 798		
Variation des impôts différés selon l'état des résultats		11 892		

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.

Notes complémentaires aux états financiers

31 décembre 2017

(en dollars canadiens)

7 - Autre passif relatif à l'émission d'actions accréditives

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	332 392	181 440
Augmentation de l'exercice	392 970	523 750
Réduction lié à l'engagement de dépenses d'exploration admissibles (note 6)	(545 923)	(372 798)
Solde à la fin de l'exercice	179 439	332 392

8 - Capital-actions

Autorisé :

Nombre illimité d'actions de catégorie A, avec droit de vote et participantes, sans valeur nominale

Nombre illimité d'actions de catégorie B, pouvant être émises en séries, dividende cumulatif ou non cumulatif au taux de base de la Banque du Canada au début de l'exercice majoré d'un pourcentage variant entre 1 et 5 %, non participantes, sans droit de vote, rachetables au gré de la Société au prix payé majoré de tout dividende déclaré sur ces actions, mais non encore payé, sans valeur nominale

Les mouvements dans le capital-actions de la catégorie A de la Société se détaillent comme suit :

	31 décembre 2017		31 décembre 2016	
	Actions de catégorie A	Montant \$	Actions de catégorie A	Montant \$
Émis et payé				
Solde au début	107 020 880	35 258 698	88 361 196	32 794 822
Payées en argent ⁽¹⁾	5 895 834	869 692	7 800 068	1 084 968
Bons de souscription exercés ⁽²⁾	588 482	99 765	384 616	69 231
Financement accréditif ⁽³⁾	10 218 697	1 610 725	10 475 000	1 571 250
Frais d'émission	-	(135 179)	-	(261 573)
Options d'achat d'actions exercées ⁽⁴⁾	500 000	50 000	-	-
Solde à la fin	124 223 893	37 753 701	107 020 880	35 258 698

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 :

⁽¹⁾ Actions ordinaires de catégorie A

- En juin 2017, la Société a émis 2 562 500 unités à 0,16 \$ par unité pour un total de 410 000 \$. Chaque unité est composée de 1 action ordinaire et de ½ bon de souscription. Ceci résulte en l'émission de 1 281 250 bons de souscription pour une juste valeur de 21 781 \$. Chaque bon de souscription permet au détenteur d'acquérir une action ordinaire au prix d'exercice de 0,22 \$ pour une période de 18 mois. En relation avec ce financement, 48 125 bons de souscription ont été émis à des courtiers. Chaque bon de souscription de courtier permet au détenteur d'acquérir une action ordinaire au prix d'exercice de 0,22 \$ pour une période de 18 mois. La juste valeur de ces bons est estimée à 818 \$ et a été comptabilisée dans les frais d'émission. Au total, des frais d'émission d'actions d'un montant de 27 878 \$ sont liés à ce financement.
- En décembre 2017, la Société a émis 3 333 334 unités à 0,15 \$ par unité pour un total de 500 000 \$. Chaque unité est composée de 1 action ordinaire et de ½ de bon de souscription. Ceci résulte en l'émission de 1 666 667 bons de souscription pour une juste valeur de 18 527 \$. Chaque bon de souscription permet au détenteur d'acquérir une action ordinaire au prix d'exercice de 0,20 \$ pour une période de 18 mois. En relation avec ce financement, 35 000 bons de souscription ont été émis à des courtiers. Chaque bon de souscription de courtier permet au détenteur d'acquérir une action ordinaire au prix d'exercice de 0,20 \$ pour une période de 18 mois. La juste valeur des bons du courtier est estimée à 1 750 \$ et a été comptabilisée dans les frais d'émission. Au total, des frais d'émission d'actions d'un montant de 18 245 \$ sont liés à ce financement.

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.

Notes complémentaires aux états financiers

31 décembre 2017

(en dollars canadiens)

8 - Capital-actions (suite)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 : (suite)

⁽²⁾ Bons de souscription

- En mars 2017, 273 477 bons de souscription à 0,13 \$ ont été exercés pour un total de 35 552 \$. Un montant de 7 657 \$ a été comptabilisé en augmentation du capital-actions provenant des bons de souscription.
- En novembre 2017, 315 005 bons de souscription à 0,15 \$ ont été exercés pour un total de 47 251 \$. Un montant de 9 305 \$ a été comptabilisé en augmentation du capital-actions provenant des bons de souscription.

⁽³⁾ Actions accréditives

- En juin 2017, la Société a émis 292 000 actions accréditives au prix de 0,25 \$ par action pour un total de 73 000 \$ (juste valeur marchande de 46 720 \$). Un montant de 26 280 \$ a été comptabilisé à titre « d'autre passif relatif à l'émission d'actions accréditives » (voir la note 7).
- En juillet 2017, la Société a émis 5 000 000 unités au prix de 0,20 \$ par unité pour un total de 1 000 000 \$. Chaque unité est composée de 1 action accréditive et de 1 de souscription. Ceci résulte en l'émission de 5 000 000 bons de souscription pour une juste valeur de 79 367 \$. Chaque bon de souscription permet au détenteur d'acquérir une action ordinaire au prix de 0,22 \$ pour une période de 18 mois. Un montant de 95 603 \$ a été comptabilisé à titre « d'autre passif relatif à l'émission d'actions accréditives » (voir la note 7). En relation avec ce financement, 350 000 bons de souscription ont été émis au courtier. Chaque bon de souscription de courtier permet d'acquérir une action ordinaire au prix de 0,22 \$ pour une période de 18 mois. La juste valeur de ces bons est estimée à 5 556 \$ et a été comptabilisée dans les frais d'émission. Au total, des frais d'émission d'actions d'un montant de 89 056 \$ sont liés à ce financement.
- En décembre 2017, la Société a émis 4 926 697 unités au prix de 0,21 \$ par unité pour un total de 1 034 606 \$. Chaque unité est composée de 1 action accréditive et de ½ bon de souscription. Ceci résulte en l'émission de 2 463 348 bons de souscription pour une juste valeur de 24 545 \$. Chaque bon de souscription permet au détenteur d'acquérir une action ordinaire au prix de 0,25 \$ pour une période de 18 mois. Un montant de 271 057 \$ a été comptabilisé à titre « d'autre passif relatif à l'émission d'actions accréditives » (voir la note 7).

⁽⁴⁾ Options d'achat d'actions

- En mai 2017, 300 000 options d'achat d'actions ont été exercées pour un total de 30 000 \$.
- En juillet 2017, 200 000 options d'achat d'actions ont été exercées pour un total de 20 000 \$.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 :

⁽¹⁾ Actions ordinaires de catégorie A

- En mai 2016, la Société a émis 2 683 402 unités à 0,15 \$ par unité pour un total de 402 510 \$. Chaque unité est composée de 1 action ordinaire et de ½ bon de souscription. Ceci résulte en l'émission de 1 341 701 bons de souscription pour une juste valeur de 22 809 \$. Chaque bon de souscription permet au détenteur d'acquérir une action ordinaire au prix d'exercice de 0,20 \$ pour une période de 18 mois. En relation avec ce financement, 170 338 bons de souscription ont été émis à des courtiers. Chaque bon de souscription de courtier permet au détenteur d'acquérir une action ordinaire au prix d'exercice de 0,15 \$ pour une période de 18 mois. La juste valeur de ces bons est estimée à 5 110 \$ et a été comptabilisée dans les frais d'émission. De plus, des frais d'émission d'actions d'un montant de 18 658 \$ sont liés à ce financement.
- En juin 2016, la Société a émis 1 816 666 unités à 0,15 \$ par unité pour un total de 272 500 \$. Chaque unité est composée de 1 action ordinaire et de ½ bon de souscription. Ceci résulte en l'émission de 908 333 bons de souscription pour une juste valeur de 14 533 \$. Chaque bon de souscription permet au détenteur d'acquérir une action ordinaire au prix d'exercice de 0,20 \$ pour une période de 18 mois. En relation avec ce financement, 144 667 bons de souscription ont été émis à des courtiers. Chaque bon de souscription de courtier permet au détenteur d'acquérir une action ordinaire au prix d'exercice de 0,15 \$ pour une période de 18 mois. La juste valeur de ces bons est estimée à 4 195 \$ et a été comptabilisée dans les frais d'émission. De plus, des frais d'émission d'actions d'un montant de 28 320 \$ sont liés à ce financement.

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.

Notes complémentaires aux états financiers

31 décembre 2017

(en dollars canadiens)

8 - Capital-actions (suite)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 : (suite)

⁽¹⁾ Actions ordinaires de catégorie A (suite)

- En août 2016, la Société a émis 2 700 000 unités à 0,15 \$ par unité pour un total de 405 000 \$. Chaque unité est composée de 1 action ordinaire et de ½ bon de souscription. Ceci résulte en l'émission de 1 350 000 bons de souscription pour une juste valeur de 40 500 \$. Chaque bon de souscription permet au détenteur d'acquérir une action ordinaire au prix d'exercice de 0,20 \$ pour une période de 18 mois. En relation avec ce financement, 350 000 bons de souscription ont été émis à des courtiers. Chaque bon de souscription de courtier permet au détenteur d'acquérir une action ordinaire au prix d'exercice de 0,20 \$ pour une période de 18 mois. La juste valeur de ces bons est estimée à 10 500 \$ et a été comptabilisée dans les frais d'émission. De plus, des frais d'émission d'actions d'un montant de 21 911 \$ sont liés à ce financement.
- En septembre 2016, la Société a émis 600 000 unités à 0,15 \$ par unité pour un total de 90 000 \$. Chaque unité est composée de 1 action ordinaire et de ½ bon de souscription. Ceci résulte en l'émission de 300 000 bons de souscription pour une juste valeur de 7 200 \$. Chaque bon de souscription permet au détenteur d'acquérir une action ordinaire au prix d'exercice de 0,20 \$ pour une période de 18 mois. En relation avec ce financement, 567 000 bons de souscription ont été émis à des courtiers. Chaque bon de souscription de courtier permet au détenteur d'acquérir une action ordinaire au prix d'exercice de 0,20 \$ pour une période de 18 mois. La juste valeur de ces bons est estimée à 13 608 \$ et a été comptabilisée dans les frais d'émission. De plus, des frais d'émission d'actions d'un montant de 8 075 \$ sont liés à ce financement.

⁽²⁾ Bons de souscription

- En décembre 2016, 384 616 bons de souscription à 0,18 \$ reliés à un financement de 2015 ont été exercés par un fonds minier québécois pour un total de 69 231 \$.

⁽³⁾ Actions accréditives

- En août 2016, la Société a émis 2 975 000 actions accréditives au prix de 0,20 \$ par action pour un total de 595 000 \$ (juste valeur marchande de 446 250 \$). Un montant de 148 750 \$ a été comptabilisé à titre « d'autre passif relatif à l'émission d'actions accréditives » (voir la note 7). Des frais d'émission d'actions de 38 696 \$ sont liés à ce financement.
- En septembre 2016, la Société a émis 7 500 000 actions accréditives au prix de 0,20 \$ par action pour un total de 1 500 000 \$ (juste valeur marchande de 1 125 000 \$). Un montant de 375 000 \$ a été comptabilisé à titre « d'autre passif relatif à l'émission d'actions accréditives » (voir la note 7). Des frais d'émission d'actions de 112 500 \$ sont liés à ce financement.

a) Régime de protection des droits des actionnaires :

Le conseil d'administration de la Société a mis sur pied un régime de protection des droits des actionnaires (le « Régime des droits ») qui est entré en vigueur le 2 février 2009.

Le Régime des droits a été adopté pour assurer un traitement équitable à tous les actionnaires de la Société advenant une offre publique d'achat des actions de classe A de la Société en circulation. Le Régime des droits permettra au conseil d'administration de la Société (le Conseil) et aux actionnaires de disposer de plus de temps pour considérer toute offre publique d'achat non sollicitée. Le Régime des droits est destiné à décourager les offres publiques d'achat coercitives ou déloyales. Il donne aussi au Conseil le temps d'approfondir les possibilités de maximiser la valeur pour l'actionnaire. Toutefois, le Régime des droits n'est pas conçu pour prévenir les offres publiques d'achat inéquitable vis-à-vis les actionnaires de la Société.

Le Régime des droits n'a pas été adopté en raison, ou en prévision, d'une proposition spécifique de prise de contrôle de la Société. La Bourse de croissance TSX a approuvé le régime de protection conditionnellement à sa ratification et confirmation par les actionnaires dans les six mois suivant la date d'entrée en vigueur du Régime. La Société s'est conformée à cette exigence en obtenant l'approbation des actionnaires à l'assemblée générale annuelle tenue le 26 juin 2009. Le Régime des droits se terminait lors de la troisième rencontre annuelle des actionnaires suivant sa date d'entrée en vigueur. La Société a reconduit le régime de droits lors de l'assemblée annuelle des actionnaires en 2015 pour une période supplémentaire de trois ans.

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.

Notes complémentaires aux états financiers

31 décembre 2017

(en dollars canadiens)

8 - Capital-actions (suite)

a) Régime de protection des droits des actionnaires : (suite)

Conformément aux termes du Régime des droits, toute proposition qui satisfait certains critères destinés à protéger les intérêts de tous les actionnaires est considérée une « offre autorisée ». Une « offre autorisée » doit être faite à partir d'une circulaire d'offre publique d'achat préparée selon les lois sur les valeurs mobilières en vigueur et, en plus de certaines autres conditions, doit être valide pour une durée d'au moins 60 jours. Si, à la fin des 60 jours, au moins 50 % des actions de classe A en circulation, autres que celles détenues par l'offrant ou certains apparentés, ont été offertes, l'offrant peut prendre livraison des titres offerts et en payer le prix. Il doit aussi reconduire l'offre de 10 jours afin de permettre à d'autres actionnaires de soumettre leurs actions.

Les droits émis en vertu du Régime des droits pourront être exercés seulement lorsqu'une personne, et toute autre partie qui lui est reliée, acquiert ou annonce son intention d'acquérir 20 % ou plus d'actions de classe A de la Société en circulation sans remplir les clauses prévues par l'« offre autorisée » du Régime des droits ou sans le consentement du Conseil. Au meilleur de la connaissance de la Société, aucun actionnaire ou groupe d'actionnaires ne détient directement ou indirectement 20 % ou plus des actions de catégorie A de la Société. Lorsqu'une offre publique d'achat ne rencontre pas les critères de « l'offre autorisée » du Régime des droits, les droits émis par le Régime des droits autorisent les actionnaires à acheter des actions de classe A de la Société à un prix réduit significativement par rapport au prix en cours.

b) Options d'achat d'actions de catégorie A :

Le 28 juin 2007, la Société a obtenu de la Bourse de croissance TSX, l'approbation d'une modification au régime d'options d'achat d'actions à prix fixe en faveur des administrateurs, dirigeants, employés et consultants de la Société (le « régime d'options »). Un nombre de 6 millions d'actions de catégorie A a été réservé pour émission éventuelle en vertu du régime d'options. Le prix de levée de chaque option correspond au cours des actions de la Société à la date de l'attribution des options et la durée maximale d'une nouvelle option est de 5 ans. Sauf si le conseil d'administration en décide autrement, les options accordées en vertu du régime d'options deviennent acquises immédiatement.

Un sommaire de la situation au 31 décembre 2017 et au 31 décembre 2016 est présenté ci-après :

Options :

	31 décembre 2017		31 décembre 2016	
	Nombre	Prix de levée moyen pondéré \$	Nombre	Prix de levée moyen pondéré \$
En cours au début de l'exercice	2 670 000	0,11	2 690 000	0,11
Octroyées	75 000	0,14	670 000	0,14
Octroyées	790 000	0,165	-	-
Expirées et annulées	(400 000)	0,10	(960 000)	0,12
Exercées	(500 000)	0,10	-	-
En cours à la fin de l'exercice	2 635 000	0,135	2 670 000	0,11
Options pouvant être levées à la fin de l'exercice	2 635 000	0,135	2 670 000	0,11

Le tableau ci-après résume l'information relative aux options d'achat d'actions au 31 décembre 2017 :

Nombre d'options en cours	Prix de levée \$	Durée de vie moyenne pondérée à courir (ans)	Nombre d'options pouvant être levées
790 000	0,165	4,25	790 000
745 000	0,14	3,48	745 000
375 000	0,13	2,42	375 000
725 000	0,10	0,84	725 000
2 635 000	0,135		2 635 000

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.

Notes complémentaires aux états financiers

31 décembre 2017

(en dollars canadiens)

8 - Capital-actions (suite)

b) Options d'achat d'actions de catégorie A (suite) :

Le tableau ci-après résume l'information relative aux options d'achat d'actions au 31 décembre 2016 :

Nombre d'options en cours	Prix de levée \$	Durée de vie moyenne pondérée à courir (ans)	Nombre d'options pouvant être levées
670 000	0,14	4,4	670 000
375 000	0,13	3,4	375 000
1 625 000	0,10	1,4	1 625 000
2 670 000	0,11		2 670 000

La Société a octroyé 865 000 (670 000 en 2016) options d'achat d'actions à des administrateurs et hauts dirigeants durant l'exercice terminé le 31 décembre 2017. Un montant de 77 900 \$ (42 370 \$ en 2016) a été imputé au résultat. Durant cette période, 400 000 (960 000 en 2016) options ont expiré.

Le tableau suivant présente la rémunération et les paiements à base d'actions, la juste valeur moyenne pondérée à la date d'octroi et les hypothèses moyennes pondérées qui ont été utilisées pour calculer la charge de rémunération et paiements à base d'actions en utilisant le modèle d'évaluation du prix des options Black & Scholes :

	Exercice clos le 31 décembre 2017	Exercice clos le 31 décembre 2016
Rémunération et paiements à base d'actions	77 790 \$	42 370 \$
Prix moyen d'exercice	0,16 \$	0,14 \$
Prix moyen de l'action	0,16 \$	0,15 \$
Volatilité prévue (1)	57 %	51 %
Taux d'intérêt sans risque	2,02 %	0,72 %
Taux annuel des dividendes	0 %	0 %
Durée estimative	5 ans	5 ans
Juste valeur moyenne pondérée à la date d'octroi	0,09 \$	0,06 \$

(1) La volatilité prévue est basée sur la volatilité historique du prix de l'action de la Société et sur la durée moyenne prévue des options.

c) Bons de souscription :

	31 décembre 2017		31 décembre 2016	
	Nombre	Prix de levée moyen pondéré \$	Nombre	Prix de levée moyen pondéré \$
En cours au début de l'exercice	7 114 746	0,19	2 367 323	0,18
Octroyés	10 844 390	0,22	5 132 039	0,20
Échus	(3 959 264)	0,19	-	-
Exercés	(588 482)	0,14	(384 616)	0,18
En cours à la fin de l'exercice	13 411 390	0,22	7 114 746	0,19

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.

Notes complémentaires aux états financiers

31 décembre 2017

(en dollars canadiens)

8 - Capital-actions (suite)

c) Bons de souscription (suite):

Au 31 décembre 2017, il y avait 13 411 390 bons de souscription qui se détaillaient comme suit :

Nombre de bons en circulation	Prix de levée	Date d'échéance
\$		
1 700 000	0,20	Février 2018
867 000	0,20	Mars 2018
1 329 375	0,22	Décembre 2018
5 350 000	0,22	Janvier 2019
1 701 667	0,20	Juin 2019
2 463 348	0,25	Juin 2019
13 411 390		

Au 31 décembre 2016, il y avait 7 114 746 bons de souscription qui se détaillaient comme suit :

Nombre de bons en circulation	Prix de levée	Date d'échéance
\$		
1 709 230	0,18	Février 2017
273 477	0,13	Février 2017
1 341 701	0,20	Novembre 2017
170 338	0,15	Novembre 2017
908 333	0,20	Décembre 2017
144 667	0,15	Décembre 2017
1 700 000	0,20	Février 2018
867 000	0,20	Mars 2018
7 114 746		

Le tableau suivant présente les hypothèses moyennes pondérées qui ont été utilisées pour calculer la juste valeur des bons de souscription octroyés au cours de l'exercice en utilisant le modèle d'évaluation Black & Scholes :

	Exercice clos le 31 décembre 2017	Exercice clos le 31 décembre 2016
Valeur des bons de souscription	152 344 \$	118 455 \$
Prix moyen d'exercice	0,22 \$	0,20 \$
Prix moyen de l'action	0,16 \$	0,16 \$
Volatilité prévue (1)	40 %	48 %
Taux d'intérêt sans risque	1,23 %	0,55 %
Taux annuel des dividendes	0 %	0 %
Durée estimative	1,5 ans	1,5 ans

(1) La volatilité prévue est basée sur la volatilité historique du prix de l'action de la Société et sur la durée moyenne prévue des bons de souscription.

9 - Perte nette par action de base et diluée

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Bénéfice net (perte nette) de l'exercice	2 103 516 \$	(555 718) \$
Nombre pondéré d'actions ordinaires	111 911 860	95 598 424
Bénéfice net (perte nette) de base par action	0,0188 \$	(0,006) \$

La perte diluée par action est égale à la perte de base par action, car l'effet des options et des bons de souscription est antidilutif.

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.

Notes complémentaires aux états financiers

31 décembre 2017

(en dollars canadiens)

10 - Fonds réservés à la prospection et à l'évaluation

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
	\$	\$
Fonds obtenus de financements accréditifs durant l'exercice	2 107 606	2 095 000
Moins : Frais de prospection et d'évaluation reportés relatifs aux financements accréditifs de l'exercice	(1 197 164)	(765 434)
Plus : Frais de prospection et d'évaluation reportés inclus dans les créditeurs et charges à payer	251 001	162 854
Fonds réservés à la prospection et à l'évaluation requis	1 161 443	1 492 420

La Société obtient des fonds pour financer ses travaux de prospection et d'évaluation par l'émission d'actions accréditives qui oblige la Société à dépenser les fonds obtenus en dépenses d'exploration admissibles. Ces fonds, qui ne sont pas disponibles à des fins d'exploitation courante, sont présentés à l'état de la situation financière comme fonds réservés à la prospection et à l'évaluation.

11 - Charge au titre des avantages du personnel

La charge au titre des avantages du personnel est analysée comme suit :

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
	\$	\$
Salaires et avantage sociaux	110 258	66 995
Paiements fondés sur des actions	77 790	42 370
Moins : Salaires capitalisés aux actifs de prospection et d'évaluation	32 528	-
Charge au titre des avantages du personnel	155 520	109 365

12 - Informations relatives aux parties liées

Opérations entre parties liées

Au cours de l'exercice 2017, la Société a effectué les transactions suivantes avec des dirigeants, des administrateurs, des sociétés appartenant à des administrateurs ainsi qu'avec une partie liée au président et chef de la direction.

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
	\$	\$
Frais de location	15 000	-
Intérêts et frais bancaire	-	325
Actifs de prospection et d'évaluation	-	21 383
	15 000	21 708

En avril 2016, la Société a reçu des prêts à court terme de la part de deux administrateurs pour un montant total de 52 000 \$. Les prêts consistent en des billets à terme portant un taux d'intérêt annuel de 6 %. Les prêts ont été remboursés le 3 juin 2016. À la date du remboursement des prêts, des intérêts totaux de 325 \$ ont été payés aux administrateurs.

Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des activités de la Société et sont mesurées en fonction de leur valeur d'échange, qui est le montant de la contrepartie établie et acceptée par les parties liées. Le solde à payer relativement à ces opérations s'élève à 5 454 \$ au 31 décembre 2017 (1 500 \$ au 31 décembre 2016).

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.

Notes complémentaires aux états financiers

31 décembre 2017

(en dollars canadiens)

12 - Informations relatives aux parties liées (suite)

Opérations entre parties liées (suite)

Rémunération des principaux dirigeants

La rémunération payée ou payable aux principaux dirigeants (le président, le vice-président et chef des finances, le directeur des finances ainsi que les administrateurs) est la suivante :

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
	\$	\$
Salaires et charges au titre des avantages du personnel	76 522	66 995
Experts-conseils et sous-traitants inclus dans les frais de prospection et d'évaluation	18 000	3 500
Experts et sous-traitants	98 400	149 500
Rémunération à base d'actions	77 790	42 370
	270 712	262 365

13 - Engagements

Location de bureau

En vertu d'un contrat de location, la Société s'est engagée à verser une somme de 2 300 \$ par mois pour la location du local situé au 700 avenue Dallaire à Rouyn-Noranda, qu'elle utilise comme bureau principal et une somme de 200 \$ par mois pour la location de mobilier de bureau. Ce contrat échoit le 30 juin 2018 et comportent une option de renouvellement pour une période additionnelle d'un an, dont la Société pourra se prévaloir en donnant un préavis de 90 jours. Les paiements au titre de la location comptabilisés en charge au cours de la période de présentation de l'information financière totalisent 15 000 \$ (0 en 2016).

Propriété O'Brien :

Le 15 mars 1999, une convention d'achat et de vente, selon laquelle la Société a acheté les propriétés O'Brien et Kewagama (maintenant regroupées sous le nom O'Brien), a été signée entre la Société, Breakwater Resources Inc. et 3064077 Canada inc., filiale de Breakwater Resources Inc. Grâce à cette transaction, la Société a acquis tous les droits dans les deux propriétés incluant toutes les infrastructures en place.

La Société s'est engagée à payer un montant comptant de 1 000 000 \$ au moment de la mise en production commerciale, déduction faite des dépenses qui pourraient être engagées pour effectuer la restauration des parcs à résidus.

Une redevance de 2 % des produits nets d'affinage est payable à une tierce partie sur la propriété Kewagama, advenant une mise en production commerciale sur cette propriété.

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.

Notes complémentaires aux états financiers

31 décembre 2017

(en dollars canadiens)

14 - Autres éléments d'information

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
	\$	\$
Variation des éléments hors-caisse du fonds de roulement :		
Autres débiteurs	(20 000)	-
Taxes gouvernementales à recevoir et impôts miniers à recevoir	33 961	(74 278)
Frais payés d'avance	(2 041)	10 363
Créditeurs et charges à payer	(58 890)	72 366
	(46 970)	8 451
	\$	\$
Activités d'investissement sans effet sur la trésorerie :		
Dépenses de prospection et d'évaluation inclus dans les créditeurs et charges à payer	251 001	162 854
Crédits d'impôts et de droits relatifs aux frais d'exploration	20 729	(145 930)
Frais d'émission d'actions sous forme de bons de souscription accordés à un courtier	8 124	33 413
Valeur attribuée aux bons de souscription lors de leur émission transférée au capital-actions lors de l'exercice des bons de souscription	16 962	4 615

Les montants d'intérêts reçus liés aux activités opérationnelles est de 13 781 \$ (1 361 \$ en 2016).

15 - Objectifs et politiques en matière de gestion des risques liés aux instruments financiers

a) Les activités de la Société sont exposées à divers risques liés aux instruments financiers : le risque de taux d'intérêt, le risque de change, le risque de crédit, le risque de liquidités et l'autre risque de prix.

i) Risque de taux d'intérêt :

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctue en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

Au 31 décembre 2017, les actifs financiers suivants portent intérêt à taux fixe :

– Certificats de placement garantis.

Les fluctuations des taux d'intérêt peuvent affecter la juste valeur des actifs financiers portant intérêt à taux fixe. Puisque ces actifs financiers sont comptabilisés au coût amorti, les variations de la juste valeur n'ont aucun impact sur le résultat net.

ii) Risque de change :

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des monnaies étrangères.

La Société n'est pas exposée à des fluctuations monétaires, car la plupart des transactions se produisent en dollars canadiens.

iii) Risque de crédit :

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les fonds réservés à la prospection sont les principaux instruments financiers de la Société qui sont potentiellement assujettis au risque de crédit. Le risque de crédit de la trésorerie et les équivalents de trésorerie est considéré comme négligeable, puisque les contreparties sont des banques réputées dont les notations de crédit sont excellentes.

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.

Notes complémentaires aux états financiers

31 décembre 2017

(en dollars canadiens)

15 - Objectifs et politiques en matière de gestion des risques liés aux instruments financiers (suite)

iv) Risque de liquidités :

Le risque de liquidités est le risque que la Société éprouve des difficultés à honorer ses engagements liés à des passifs financiers. La Société surveille le solde de sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie et ses flux de trésorerie pour être en mesure de respecter ses engagements. L'échéance contractuelle des passifs financiers est inférieure à un an. Se référer à la note 1 pour plus d'informations sur le risque de liquidité.

v) Autre risque de prix :

Le risque du marché des actions s'entend de l'effet potentiel que peuvent avoir sur le résultat de la Société les variations des cours des titres individuels ou les variations générales du marché. La Société surveille de près les tendances générales sur les marchés des actions et les variations des titres individuels de ses placements et établit les meilleures mesures à prendre dans les circonstances.

La Société détient actuellement des placements dans une entreprise qui sont assujettis aux fluctuations de la juste valeur qui découlent des changements dans le secteur minier canadien et les marchés des actions. Les placements en actions sont évalués à la juste valeur selon leur prix à la cote qui s'établit actuellement à 143 000 \$ (187 200 \$ au 31 décembre 2016).

Au 31 décembre 2017, si le cours publié de ces titres avait augmenté (diminué) de 24 % (67 % en 2016), le résultat global et les capitaux propres pour l'exercice auraient augmenté (diminué) de 34 320 \$ (125 424 \$ en 2016).

b) Juste valeur :

La juste valeur estimative est établie à la date de l'état de la situation financière en fonction de l'information pertinente sur le marché et d'autres renseignements sur les instruments financiers.

La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des fonds réservés à la prospection et à l'évaluation, des autres débiteurs et des créditeurs et charges à payer correspond approximativement à la juste valeur en raison de l'échéance à court terme.

c) Hiérarchie des évaluations à la juste valeur :

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur à l'état de la situation financière sont classés selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants :

- Niveau 1 : évaluation fondée sur les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- Niveau 2 : techniques d'évaluation fondées sur des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix);
- Niveau 3 : techniques d'évaluation fondées sur une part importante de données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier est classé au niveau le plus bas de la hiérarchie pour lequel une donnée importante a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur.

Les placements sont les seuls instruments financiers comptabilisés à la juste valeur à l'état de la situation financière et ils sont classés selon la hiérarchie d'évaluation de niveau 1.

Au cours des exercices clos le 31 décembre 2017 et 31 décembre 2016, il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux 1 et 2.

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.

Notes complémentaires aux états financiers

31 décembre 2017

(en dollars canadiens)

16 - Informations à fournir concernant le capital

Les objectifs de gestion du capital de la Société consistent à :

- Maintenir et sauvegarder son capital en vue de continuer l'avancement et le développement des propriétés existantes et acquérir, explorer et développer d'autres propriétés minières de métaux précieux et de base;
- Investir l'encaisse disponible dans des instruments financiers très liquides et peu risqués provenant d'émetteurs de qualité, de façon à minimiser le risque de perte de capital;
- Obtenir le financement nécessaire, lorsque requis, pour compléter l'exploration et le développement de ses propriétés.

La Société considère les éléments inclus dans les capitaux propres comme constituant son capital. La Société n'est assujettie à aucune exigence en matière de capital de la part d'organismes de réglementation. La Société gère la structure de son capital et l'ajuste selon le niveau des fonds nécessaires à la gestion de ses opérations, en fonction de l'évolution des conditions économiques et selon le risque des actifs sous-jacents, en particulier en ce qui concerne les résultats d'exploration des propriétés dans lesquelles la Société détient un intérêt. Afin de faciliter la gestion de son capital et le développement de ses propriétés minières, la Société prépare des budgets de dépenses annuelles, qui sont mis à jour lorsque nécessaire, et qui sont révisés et approuvés par le conseil d'administration de la Société. De plus, la Société peut émettre de nouvelles actions, contracter de nouveaux emprunts, conclure des ententes d'options sur ses propriétés minières en contrepartie de liquidités et/ou d'engagements d'exploration de la part de partenaires, faire des ententes de coparticipation ou disposer de certains actifs. La politique d'investissement de la Société est de déposer ses liquidités dans des comptes portant intérêts provenant d'institutions financières reconnues afin de maximiser les liquidités. Dans le but de maximiser les efforts de développement en cours, la Société ne verse pas de dividendes. Malgré les risques décrits à la note 1, la Société prévoit continuer de recueillir des fonds, lorsque requis, afin de continuer à répondre à ses objectifs de gestion du capital.